



# Hydrodiplomatie et changement climatique pour la paix au Moyen orient

## Colloque au sénat, Paris le 1 décembre 2015

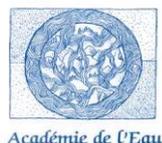
Depuis le commencement du monde, la plupart des activités humaines, qu'elles soient économiques ou sociales, utilisent l'eau comme facteur indissociable de toute vie. Ce patrimoine naturel qui fait partie intégrante de l'humanité porte en lui l'un des plus grands défis pour notre planète. Inéluctablement, cette ressource essentielle au développement durable se raréfie. L'eau est déjà sans nul doute l'or bleu du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Ce problème apparaît avec une particulière acuité dans les pays du Sud-Est du bassin méditerranéen, où les ressources en eau sont naturellement limitées, et notamment au Proche-Orient. Les pays du levant, qui représentent une population croissante avec un taux supérieur à 2.8 %, ne disposent que d'un pourcentage infime d'eau douce disponible dans cette région. Dans la plupart des pays de la rive Sud Est de la Méditerranée, la quantité moyenne d'eau par habitant y est inférieure à 1000 m<sup>3</sup> par an, alors que la moyenne mondiale atteint 7000 m<sup>3</sup> par an. Il convient de signaler que dans le pourtour méditerranéen, 180 millions d'habitants vivent avec moins de 1000m<sup>3</sup> /an/hab et 80 millions de personnes font face à une pénurie avec moins de 500 m<sup>3</sup>/an/hab.

Par conséquent, les besoins en eau augmentent de manière exponentielle, en raison de l'explosion démographique, des effets du changement climatique et de l'urbanisation croissante. De plus, la gestion fragmentée et non intégrée de cette ressource compromet le développement socio-économique de certains pays du Proche-Orient caractérisés par une demande en eau accrue face à une offre en eau limitée, aléatoire et de qualité amoindrie par des phénomènes de pollution.

Désormais, cette ressource naturelle importante est au cœur des préoccupations diplomatiques des différents gouvernements du Liban, de la Syrie, de la Jordanie, de la Palestine, d'Israël, de l'Egypte et de la Turquie. L'eau devient alors une source d'enjeux transfrontaliers et donc interétatiques s'agissant notamment des principaux fleuves : Le Jourdain, l'Oronte, le Nahr el kebir, le Tigre, l'Euphrate et le Nil. Au niveau de ces bassins transfrontaliers, on y retrouve les conflits dus au partage inéquitable des ressources, ainsi que la qualité de l'eau qui se dégrade de plus en plus. Face à la gravité du problème de pénurie de cette ressource et ses conséquences qui risquent d'être dramatiques en la présence d'enjeux géopolitiques dans la région du Proche-Orient, une coopération hydro-diplomatique régionale s'avère nécessaire dans le but d'assurer un partage équitable de la ressource afin de trouver le moyen de conjurer cette menace.

Les pays riverains en général, exigent des garanties pour des répartitions équitables des ressources entre les utilisateurs et préfèrent appliquer le mode de gestion par coopération régionale sur les cours d'eau internationaux en se basant sur les conventions des Nations Unies 1997 et de l'UNECE.





Ce sujet d'une grande importance a fait l'objet de beaucoup d'intérêt de la part de l'Union Européenne, de l'UpM, des organisations onusiennes, ainsi que de la France et de l'Italie qui ont joué un rôle majeur dans la résolution des conflits sur les bassins internationaux du Moyen Orient et notamment sur les fleuves Hasbani et Wazzani affluents amonts du bassin du Jourdain. L'objectif étant de trouver des solutions à ces conflits en utilisant le mode de gouvernance approprié ainsi que les outils technologiques qui aident à la prise de décision par les décideurs politiques de la région.

Cette démarche pourrait inverser la situation en faveur d'une coopération régionale et consolider de ce fait une hydrodiplomatie permanente entre les pays riverains.

Cette initiative lancée par ces différents organismes internationaux a pour but de prôner le concept de l'hydrodiplomatie afin d'assurer aux générations futures une eau abondante et de bonne qualité en se basant sur le concept du partage équilibré et "**l'utilisation raisonnable**" de l'eau entre les pays riverains.

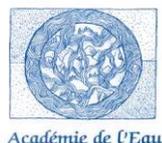
Deux projets ont été lancés dans ce sens par la France et l'Italie:

- D'une part, celui ayant trait à l'étude lancée par la France comme premier projet labellisé par l'UpM et qui consiste à ériger le Centre Régional d'Information et de Formation aux Métiers de l'Eau (CIFME).
- Et d'autre part, celui du bassin de l'Oronte initié par la coopération italienne et qui comprend plusieurs composantes telles que la gouvernance, la délimitation du bassin versant entre le Liban, La Syrie et la Turquie, l'application des outils technologiques ainsi que le mode de gestion approprié qui conduit à la création d'une Organisation Régionale de Bassin (ORB).

Cette étude qui a suscité l'intérêt de l'Unesco, a permis la publication d'un livre intitulé « **Science diplomacy and transboundary water management : The Orontes River case** » et édité par les organismes principaux qui ont participé à cette recherche, à savoir : le REMOB, le GWPmed, l'Université du Milan et l'Université INSUBRIA, ainsi que l'Université du TEXAS à Austin.

Cette nouvelle publication de l'Unesco sur l'hydrodiplomatie appliquée sur le cas de l'Oronte, propose des outils importants et fiables pour formuler des accords et traités entre les nations et qui pourraient s'appliquer sur d'autres bassins dans la région tels que; le Jourdain, le Tigre, l'Euphrate et le Nil.

L'analyse hydropolitique qui a été présentée dans ce livre nous a conduits à diagnostiquer la situation des bassins transfrontaliers et proposer de nouvelles perspectives d'avenir pour trouver des solutions aux éventuels conflits.





Lors du déplacement du sénateur Olivier Cadic au Liban en février dernier dans le cadre de la visite pour une prise de contact avec les français établis hors de France, et durant sa visite au Ministère de l'Énergie et de l'Eau, plusieurs sujets d'actualité ont été évoqués avec M.Arthur Nazarian le Ministre de l'Énergie et de l'Eau du Liban, sur la proposition du directeur général M. Fadi Georges Comair, concernant principalement le CIFME (L'OIEau est actuellement responsable de l'étude d'impact financée par l'AFD) et le rôle de l'hydrodiplomatie pour un partage équitable des ressources en eau au Proche Orient.

En conséquence, il a été convenu qu'un colloque sur **"l'hydrodiplomatie et le changement climatique pour la paix au Moyen Orient"** sera organisé le 1<sup>er</sup> décembre à la veille de l'ouverture de la Cop21, au Sénat à Paris et qui comprendra aussi le lancement du livre édité par l'Unesco intitulé « **Science diplomacy and transboundary water management: The Orontes River case** ».

Il est utile de noter que le problème de l'eau ne peut être réglé isolément. Il doit être inclus dans un schéma global de développement socio-économique de la région du Moyen Orient impliquant une coopération régionale hydro-diplomatique pour un partage équitable de cette ressource. C'est certainement la première condition à remplir afin que la guerre de l'eau au Moyen-Orient ne reste filant qu'un mirage.

Nous estimons que ce colloque contribuera à relever les défis et à trouver les solutions aux questions que les citoyens du Moyen -Orient se posent continuellement:

Comment limiter les effets du changement climatique sur les pays du pourtour méditerranéen?

Comment gérer durablement les maigres ressources hydriques dans la région ?

Comment assurer l'accès à une eau de qualité et en quantité suffisante aux populations ?

Comment habituer les usagers à des comportements économes dans leur utilisation de l'eau ?

Comment éloigner le spectre de la guerre de l'eau de la rive Sud-Est méditerranéenne en incitant les gouvernements à adopter une politique participative en matière de gestion des ressources hydrauliques ?

- \* UNECE (United Nations Economic Commission for Europe)
- \* REMOB (Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassins)
- \* GWPmed (Global Water Partnership – Mediterranean)
- \* OIEau (Office International de l'Eau)
- \* AFD(Agence Française du Développement)

Fadi Georges Comair  
Président d'honneur du REMOB  
Directeur Général des Ressources Hydrauliques  
et Electriques au Ministère de l'Énergie et de  
l'Eau Libanais



THE UNIVERSITY OF  
**TEXAS**  
AT AUSTIN



## Programme du 1 Décembre 2015 :

### 14h :00 – Discours d’ouverture :

- Olivier Cadic, Sénateur représentant les français établis hors de France
- Sophie Auconie, gouverneure au Conseil Mondial de l’Eau
- Arthur Nazarian, Ministre de l’Energie et de l’Eau au Liban

### 14h:30 -15h :30      **Première Session – Les Bassins : territoires pour l’adaptation – Présentation du livre : « Science diplomacy and Transboundary water management: The Orontes River case»**

Étant donné que l’eau dans la région du Sud-Est méditerranéen est une ressource rare, fragile et inégalement répartie dans l’espace et le temps, et que le changement climatique devrait accentuer l’irrégularité des pluies et diminuer leur volume, tous les pays de cette rive sont confrontés simultanément à plusieurs défis liés à cette ressource.

Il est impératif que tous les États riverains des bassins transfrontaliers collaborent positivement dans le but d’assurer une véritable politique de gestion de l’eau au niveau des bassins, basée sur un partage équitable et une utilisation raisonnable de la ressource. Cela implique aussi que les pays d’un bassin déterminé doivent avoir suffisamment d’eau pour assurer le bien-être social et la prospérité économique des générations futures. Le but étant de satisfaire ces exigences et d’aboutir à une paix durable dans la région. Ces nations doivent favoriser l’hydrodiplomatie et le concept de Gestion intégrée par bassin versant (GIBV) conformément aux principes des textes législatifs suivants :

- Conventions des Nations unies sur: le partage des cours d’eau internationaux non navigables (1997) et de l’UNECE.
- Directive cadre sur l’eau (DCE) de l’Union européenne.

**Président :** Pierre Roussel, Président de l’Office International de l’Eau, Ilan Juran, professeur à New York University

- Fadi Comair, Président d’honneur du REMOB et Directeur Général des Ressources Hydrauliques et Electriques au Ministère de l’Energie et de l’Eau Libanais
- Michael Scoullou, Président du GWP-Med, professeur à l’université d’Athènes
- Maurizio Martellini, professeur à l’université Insubria



THE UNIVERSITY OF  
**TEXAS**  
— AT AUSTIN —



## **15h : 30-16h :15 Deuxième session – Les outils technologiques : innovation pour l'adaptation**

La délimitation exacte des bassins internationaux nécessite l'accès à des systèmes d'information géographique (SIG) ainsi que l'utilisation d'outils d'aide à la décision. L'utilisation des outils technologiques constitue une phase prioritaire pour la planification d'ouvrages sur les bassins transfrontaliers.

En s'appuyant sur des logiciels performants tels que : Arc hydro, Weap et Modflow ainsi que des systèmes intégrés d'information, les experts peuvent affiner leurs bases de données concernant les bassins versants et mieux connaître les ressources et leurs usages dans le but de limiter les risques de conflits qui pourraient émerger.

**Président :** Serge LePeltier, Ancien ministre, Président de l'académie de l'eau.

- Daene Mc Kinney, Professeur à University of Texas at Austin
- Georges Comair, Ingénieur Suez Environment, PhD University of Texas at Austin
- Roberta Ballabio, Professeur à l'Université Insurbia
- Stephano Bocci, Professeur à l'université de Milan

## **16h : 15-16h :30 Pause café**

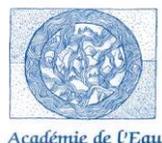
## **16h:30-17h :15 Troisième session – Sécurité d'approvisionnement en eau et production énergétique**

Les ressources en eau sont, en général, inégalement réparties suivant les différentes régions des pays riverains et les priorités des Etats peuvent varier d'un secteur d'utilisation à un autre. Au niveau des bassins transfrontaliers, l'écoulement de l'eau ne tient pas compte des frontières administratives et de ce fait l'eau suit les caractéristiques naturelles du terrain.

Certains pays riverains, donne la priorité à la production hydro-électrique au détriment d'autres secteurs, tandis que pour d'autres nations, l'irrigation, l'eau potable ou bien la prévention des crues sont considérées comme objectifs prioritaires pour tout projet de développement.

La gestion par concept sécuritaire implique les pays qui considèrent que leur sécurité stratégique ainsi que le tracé de leurs frontières nationales dépendent essentiellement de l'accès à la ressource en eau et à la sécurité de son approvisionnement. Dans ce contexte, les besoins en eau pourraient être considérés comme des outils permettant l'expansion territoriale.

Ces nations ont montré qu'elles étaient capables d'assoiffer et mettre en danger la sécurité alimentaire ou énergétique d'un pays voisin en le privant de son approvisionnement en eau et en énergie. Les gouvernements de ces pays vivent dans un climat de panique continue, voire même dans une situation obsessionnelle, avec la hantise permanente que leur approvisionnement en eau et en énergie puisse un jour être menacé.



THE UNIVERSITY OF  
**TEXAS**  
AT AUSTIN



**Président :** Shahdad Attili, Ministre Palestinien chargé des Négociations sur l'eau.

- Frank Galland, Environmental Emergency & Security Services
- Jacques Deveze, vice président, W-SMART
- Xavier Guilhou, GEO XAG Conseil, Prévention des risques, Gestion des crises, Intelligence stratégique.

**17h:15-17h:40 Remarques Finales**

Jean-Louis Oliver, Secrétaire général de l'Académie de l'Eau,  
Hervé Iainé, Président de l'Académie d'Ethique

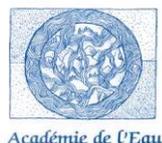
**17h : 40-18h :00 Clôture**

Pour tous les dirigeants des pays de la Méditerranée, le défi consistera à utiliser la stratégie du dialogue et de la coopération régionale comme une opportunité pour réaliser ensemble des progrès coordonnés, dans les domaines du développement humain et économique, de la protection des ressources en eau et des avancées culturelles. La consolidation de la culture de l'eau pour la paix est essentielle pour la paix dans la région.

**Présidents :**

- **Olivier Cadic, Sénateur représentant les français établis hors de France**
- **Arthur Nazarian, Ministre de l'Energie et de l'Eau au Liban**
  
- Fadi Georges Comair
- Michael Scoullou
- Pierre Roussel

**NB :** Nous vous remercions de bien vouloir confirmer votre participation en vous inscrivant en ligne à l'adresse suivante : Joumana Piglowski  
[joumana.piglowski@chateaumarianne.fr](mailto:joumana.piglowski@chateaumarianne.fr)



THE UNIVERSITY OF  
**TEXAS**  
— AT AUSTIN —